

2017



www.fwa.be

DURAPHYTO







TABLE DES MATIÈRES

1	Objectif de la démarche	6
2	Liste des intervenants	7
3	Mobilisation lors du cycle de conférences de la FWA	9
4	Position de la FWA	11
5	Argumentaire et propositions de la FWA	13
5.1	Communication sur le projet « zéro phyto »	13
5.2	Qu'est-ce que le projet « zéro phyto » ?	15
5.3	Comment le projet « zéro phyto » sera-t-il mis en application ?	18
5.4	Communication générale autour des phytos	20
6	Annexe I : Compte rendu des réunions	22
6.1	Présentation du projet « zéro phyto » des Ministres	22
6.2	Réunion « Céréales »	24
6.2.1	Vers une agriculture sans pesticides en Wallonie. Y a-t-il des alternatives ?	24
6.2.2	Une Wallonie « zéro phyto » : que pensent les acheteurs de nos céréales ?	26
6.3	Réunion « Betteraves »	27
6.3.1	Quel avenir pour la betterave sucrière dans une Wallonie zéro phyto ?	27
6.3.2	Que pense l'industrie sucrière du projet Wallonie zéro phyto ?	29
6.4	Réunion « Santé »	31
6.4.1	Le risque des produits phytosanitaires pour la santé humaine	31
6.4.2	Le processus d'agrément des PPP	33
6.4.3	Evaluation de l'exposition aux PPP	35
6.4.4	Questions de compréhension	37
6.4.5	J-F Schmidt (AFSCA) – Résultats de contrôle des résidus de PPP dans l'alimentation	39
6.4.6	Mycotoxines et pesticides : mêmes enjeux de santé ?	43
6.4.7	Questions de compréhension	45



6.5 Réunion « Horticulture » 46

- 6.5.1 Le secteur horticole en Région wallonne 46
- 6.5.2 La production fruitière de pommes et poires en Région wallonne 46
- 6.5.3 L'horticulture et l'usage de PPP 47
- 6.5.4 Témoignage de Serge Fallon, président de la FWH 49

6.6 Réunion « Fourrages » 50

- 6.6.1 Quelles possibilités de réduction des PPP en maïs ? 50
- 6.6.2 Produire des aliments pour bétail à partir d'une filière zéro phyto ? Quelques éléments de réflexion... 52
- 6.6.3 Défis et opportunités du zéro phyto 54
- 6.6.4 Wallonie « zéro phyto » : un « concept-réflexion » de valorisation par la différenciation ? 55

6.7 Réunion « Environnement » 57

- 6.7.1 Estimation quantitative des utilisations de PPP par les secteurs d'activités en Wallonie. 57
- 6.7.2 Présence de PPP dans les eaux souterraines 61
- 6.7.3 Que pensent les insectes des produits phytos ? 64
- 6.7.4 Le point de vue de l'industrie phytopharmaceutique et perspectives d'évolution de mise sur le marché des PPP 67
- 6.7.5 Questions de compréhension 69
- 6.7.6 Développement de nouvelles technologies pour rationaliser l'usage de PPP 70
- 6.7.7 Quelles trajectoires pour des agricultures moins dépendantes des intrants ? 73
- 6.7.8 Questions de compréhension 75

6.8 Réunion « Pommes de terre » 76

- 6.8.1 Recherches et services au CRA-w pour une culture de pommes de terre soucieuse de l'environnement 76
- 6.8.2 Recherche de stratégies innovantes pour le contrôle des maladies des plantes 78
- 6.8.3 L'intérêt d'un système d'avertissements performant 79
- 6.8.4 Le projet « zéro phyto » vu par l'industrie de la pomme de terre 81
- 6.8.5 Questions de compréhension 82

6.9 Réunion « Légumes plein champs » 83

- 6.9.1 Une Wallonie zéro phyto : un projet qui tient la route en culture de légumes plein champs 83
- 6.9.2 Les méthodes utilisées en bio 86
- 6.9.3 L'industrie des légumes plein champs en Région wallonne 88



7	Annexe II : Communiqués de presse	90
7.1	Edito du Plein Champ - 20 janvier 2017	90
7.2	Articles publiés dans le Plein Champ sur le cycle de réunions	91
8	Qu'en pensent nos filières ?	93





1 Objectif de la démarche

Une Wallonie sans phyto d'ici 2030 ...

Ce projet a été annoncé par les Ministres régionaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de la Santé sans aucune consultation préalable avec le secteur. Rapidement relayé par les médias, nous avons entendu parler de « zéro phyto » puis de « 100% bio », sans trop savoir ce que contenait réellement ce projet. Une première clarification est venue suite à l'initiative du GT bio de la FWA de rencontre des Ministres de l'environnement et de l'agriculture, mais de trop nombreuses questions restaient en suspens.

Les agriculteurs membres, concernés au premier chef, ont donc décidé de s'emparer du débat afin d'y réfléchir et, à terme, de proposer un projet réaliste et applicable sur le terrain de réduction de l'usage des pesticides. Pour amorcer cette réflexion, et l'étendre à tous les secteurs de notre agriculture, la FWA, l'UAW et la FJA (en collaboration avec la FWH) ont décidé d'organiser une série de réunions qui se sont tenues entre décembre 2016 et janvier 2017.

Chaque réunion portait sur une culture emblavée en Région wallonne (céréales, betteraves, fourrages, pommes de terre, légumes plein champs, horticulture) ou sur des thèmes transversaux (environnement et santé). Le cabinet du Ministre René Collin est venu présenter le projet des ministres. Des experts de chaque secteur (scientifiques, agronomes de terrain, membres de l'administration, représentants de l'industrie ou du négoce) ont, eux, fait part des résultats de leurs recherches ou d'études financées par le Service public ainsi que de leur point de vue sur les opportunités existantes de réduction d'usage des pesticides, afin de nourrir le débat entre agriculteurs, scientifiques, secteurs de la transformation et responsables politiques.

Le but de ces réunions ? Discuter ouvertement et objectivement du contenu du projet des ministres, identifier les opportunités mais aussi les alternatives crédibles d'un point de vue technique, économique et social pour la mise en place d'un tel projet, les freins actuels à un tel changement et évaluer la pertinence d'un tel projet. Finalement, ces réunions ont également permis de démarrer une réflexion sur les opportunités de mise en place d'un projet de réduction d'usage des pesticides dont les agriculteurs seraient les initiateurs et dont les ambitions seraient en adéquation avec les réalités de terrain.





2 Liste des intervenants

- **Philippe Baret** (Doyen de la faculté de bio-ingénieurs de l'UCL et Professeur d'agronomie à l'UCL) – intervenant de la réunion « Environnement »
- **Alfred Bernard** (Professeur de toxicologie et Directeur de recherche FNRS au Centre de toxicologie et de pharmacologie appliquée de l'UCL) – intervenant de la réunion « Santé »
- **Bernard Bodson** (Professeur de phytotechnie et Responsable de l'unité de phytotechnie des régions tempérées de Gembloux Agro-Bio Tech) – intervenant de la réunion « Céréales »
- **Jean-Marc Bourguignon** (Responsable Nutrition du Service Aliments de la SCAM) – intervenant de la réunion « Fourrages »
- **Philippe Castelain** (Service toxicologie de l'ISP, & DG4 Produits phytopharmaceutiques et engrais du SPF Santé Publique, Sécurité de la Chaîne Alimentaire et Environnement) – intervenant de la réunion « Santé »
- **Adrien Degavre** (Ingénieur au centre pilote du Carah) – intervenant de la réunion « Pommes de terre »
- **Yvan Dejaegher** (Directeur général de l'APFACA) – intervenant de la réunion « Fourrages »
- **Francis Delloye** (Département de l'environnement et de l'eau, SPW DGO3) – intervenant de la réunion « Environnement »
- **Michel De Proft** (Directeur scientifique de l'unité de protection des plantes et écotoxicologie, département des sciences du vivant, CRA-w) – intervenant de la réunion « Environnement »
- **Marie Dufasne** (Spin Off Agr'Optimize) – intervenant de la réunion « Environnement »
- **Serge Fallon** (Président de la FWH et fondateur du GAWI) – intervenant de la réunion « Horticulture »
- **Guy Foucart** (Responsable du centre pilote CIPF) – intervenant de la réunion « Fourrages »



- **Olivier Guelton** (Chef de service DG4 Produits phytopharmaceutiques et engrais du SPF Santé Publique, Sécurité de la Chaîne Alimentaire et Environnement) – intervenant de la réunion « Santé »
- **Laurence Janssens** (Coordinatrice du Comité Régional Phyto) – intervenant de la réunion « Environnement »
- **Julie Legrand** (Encadrante des producteurs bio de CPL Vegemar) – intervenant de la réunion « Légumes plein champs »
- **Anne Legrève** (Professeur au centre de phytopathologie de l'UCL) – intervenant de la réunion « Pommes de terre »
- **Laurence Limbort** (Encadrante des producteurs conventionnels de CPL Vegemar) – intervenant de la réunion « Légumes plein champs »
- **Hugo Morelle** (Technicien au service agronomique suivi qualité de LUTOSA) – intervenant de la réunion « Pommes de terre »
- **Guy Paternoster** (Directeur exécutif de la Raffinerie Tirlemontoise et Président de FEVIA Wallonie) – intervenant de la réunion « Betteraves »
- **Sophie Persoon** (Société Bayer CropScience, représentant de Phytofar) – intervenant de la réunion « Environnement »
- **Jean-Marc Pirard** (Directeur d'Apligeer) – intervenant de la réunion «Légumes plein champs»
- **Luc Pussemier** (Consultant indépendant pour Safe Food Consult) – intervenant de la réunion « Santé »
- **Jean-Louis Rolot** (Attaché scientifique de l'unité d'amélioration des espèces et biodiversité, département des sciences du vivant, CRA-w) – intervenant de la réunion «Pommes de terre»
- **Jean-François Schmit** (Responsable des produits phytopharmaceutiques, DG Politique de contrôle, AFSCA) – intervenant de la réunion « Santé »
- **Philippe Thiry** (Responsable du centre pilote GAWI) – intervenant de la réunion « Horticulture »
- **Jean-Pierre Vandergeten** (Directeur de l'IRBAB) – intervenant de la réunion « Betteraves »
- **Eric Walin** (Directeur de la SCAR) – intervenant de la réunion « Fourrages »
- **Olivier Warnier** (Responsable du centre pilote CEF) – intervenant de la réunion « Horticulture »
- **Jean Wart** (Responsable de la section céréales de la SCAM) – intervenant de la réunion « Céréales »





3 Mobilisation lors du cycle de conférences de la FWA

- Réunion « Céréales » :

15 décembre 2016, 20h – Les Waleffes – 120 participants

Représentants des cabinets et parlementaires présents : José Renard, Patrick Lecerf, Pauline Godin (collaboratrice de Christine Morréale)

- Réunion « Betteraves » :

19 décembre 2016, 20h – Leuze – 160 participants

Représentants des cabinets et parlementaires présents : José Renard, François Desquesnes, Laetitia Brogniez, Jenny Baltus, Isabelle Moinnet-Joiret, Pauline Godin, Laurent Marchal

- Réunion « Santé » :

13 janvier 2017, 10h – Gembloux – 80 participants

Représentants des cabinets et parlementaires présents : Véronique Brouckaert, Renaud Baiwir, François Desquesnes, Isabelle Moinnet-Joiret, Virginie Thiange (conseillère parlementaire pour le groupe MR)

- Réunion « Horticulture » :

17 janvier 2017, 19h – Visé – 35 participants

Représentants des cabinets et parlementaires présents : José Renard, Benoit George, François Desquesnes

- Réunion « Fourrages » :

19 janvier 2017, 20h – Grimbiémont – 30 participants

Parlementaires présents : François Desquesnes



- Réunion « Environnement » :

27 janvier 2017, 10h – Gembloux – 120 participants

Représentants des cabinets et parlementaires présents : Marie-Julie Goffaux, Renaud Baiwir, François Desquesnes, Patrick Lecerf, Pauline Godin, Pierre-Yves Jeholet, Clotilde Leal-Lopez

- Réunion « Pommes de terre » :

31 janvier, 13h30 – Braine-le-Comte – 110 personnes

Représentants des cabinets et parlementaires présents : Benoit George, François Desquesnes, Patrick Lecerf, Laurent Marchal

- Réunion « Légumes plein champs » :

31 janvier, 20h – Momalle – 100 personnes

Représentants des cabinets et parlementaires présents : José Renard, François Desquesnes, Caroline Cassart (député fédérale)

Au total, plus de 750 personnes ont assisté aux différentes conférences organisées par la FWA.





4 Position de la FWA

Avant toute chose, le secteur agricole souhaite rappeler qu'il n'est **pas contre une réflexion visant à la diminution de l'usage des produits phytopharmaceutiques (PPP) chimiques**, pour autant que des alternatives crédibles et économiquement réalistes soient disponibles. Notre opposition au projet « zéro phyto » tel qu'il a été communiqué par nos politiques vise avant tout à mettre en exergue **l'absence de consultation avec le secteur agricole avant la communication vers le grand public et le manque de réflexion approfondie sur les opportunités** pour mettre en place une transition et pour trouver des alternatives crédibles. Il nous semble **inacceptable qu'un tel projet puisse être proposé sans intégrer le secteur agricole dans la réflexion préalable**. Pour cette raison, la FWA a décidé d'organiser le cycle de 8 conférences, entre décembre 2016 et janvier 2017, afin de discuter ouvertement et objectivement du contenu du projet « zéro phyto », d'analyser les opportunités et les freins d'un tel projet pour le secteur agricole, d'entamer une réflexion sur sa crédibilité au vu des connaissances scientifiques actuelles et d'ouvrir un débat objectif entre agriculteurs, scientifiques, secteurs de la transformation, et responsables politiques.

Le secteur est conscient que certains des produits phytopharmaceutiques peuvent être dangereux pour la santé et pour l'environnement et ce, plus particulièrement si les conditions d'usage ne sont pas respectées. Néanmoins, il souhaite rappeler que **la réflexion pour une transition vers un système utilisant moins de produits phytopharmaceutiques est en marche depuis déjà plusieurs années** et qu'il n'a pas attendu cette communication alarmiste et contreproductive de certains de nos responsables politiques pour entamer la réflexion. Le secteur souhaite donc aujourd'hui que **la communication vers le grand public sur l'usage des produits phytopharmaceutiques puisse être rétablie de manière objective** et de manière à mettre en avant les efforts continus entrepris par le secteur.

Aujourd'hui, le projet, tel qu'il est proposé par certains de nos politiques, ne nous semble **pas suffisamment abouti** et ne semble **pas adapté pour mettre à disposition des agriculteurs des outils permettant d'accélérer la transition vers une diminution de l'usage des produits phytopharmaceutiques**. De nombreuses questions restent ouvertes notamment concernant la mise en application, la plus-value des produits agricoles qui seraient issus de ce système, la commercialisation de ces produits vers la transformation, la distribution ou l'exportation et la place que ces produits pourraient prendre au sein d'un marché où les consommateurs ont déjà du mal à différencier produits bios, labels de qualité différenciée, produits issus de lutte intégrée, ...

Soulignons aussi que la majorité des produits issus des cultures emblavées en Région wallonne part vers l'industrie de la transformation. Il nous semble donc essentiel qu'un tel projet ait une approche filière et ne soit pas uniquement dirigé vers le secteur agricole.



Cette concertation en approche filière est d'autant plus essentielle que le secteur de l'industrie de la transformation a émis de nombreuses réticences face au projet « zéro phyto » lors de notre cycle de réunions. Nos opportunités de commercialisation de nos produits agricoles pourraient donc être mises à mal si ce projet voyait le jour tel qu'il est proposé aujourd'hui.

Ensuite, n'oublions pas non plus que les différents chercheurs que nous avons rencontré lors de nos réunions ont mis en évidence que la recherche scientifique travaille activement à l'identification d'alternatives à l'usage de produits phytopharmaceutiques mais que, dans de nombreux cas, **ces alternatives ne sont pas encore disponibles aujourd'hui sur le marché**. Il est donc essentiel de laisser du temps aux chercheurs et de mettre à leur disposition les moyens nécessaires à ces recherches avant toute mise en place de mesures de restriction de l'usage de produits phytopharmaceutiques. Le travail avec les centres-pilotes, jouant un rôle essentiel dans le conseil agricole et la diffusion d'avertissements, est également indispensable.

Suite aux réunions et aux différentes réactions des acteurs présents à celles-ci, la FWA a donc dégagé **une série de propositions d'actions** qui pourraient être menées en collaboration avec nos représentants politiques pour repartir sur de bonnes bases, communes, et entamer une réflexion concertée sur une continuation de la réduction d'usage des produits phytopharmaceutiques en Région wallonne. Celles-ci ont été présentées aux Ministres de l'agriculture et de l'environnement, Messieurs Collin et Di Antonio, lors du Conseil Général de la FWA du 15 février 2017.



EN PARTICULIER, LA FWA A PROPOSÉ LES ACTIONS SUIVANTES :

- Sortir d'une communication politique basée sur le zéro phyto ;
- Établir, avec le soutien du Gouvernement wallon, une communication positive sur les efforts déjà réalisés ;
- Mettre en place une concertation organisée avec le secteur agricole, la recherche, les centres pilotes, les filières de transformation et commercialisation ;
- Soutien à la recherche et aux centres-pilotes ;
- Etude du comportement des consommateurs (au niveau du panier de la ménagère et non de l'intention d'achat du citoyen) ;
- Etude des impacts indirects d'un tel projet ;
- Promotion d'initiatives existantes ;
- Réfléchir au rôle potentiel de l'amélioration variétale.

Ces propositions ont été accueillies avec enthousiasme par le Ministre Collin, qui nous a proposé de mettre en place des groupes de travail pour réfléchir à la réalisation de chacune des propositions.





5 Argumentaire et propositions de la FWA

5.1 Communication sur le projet « zéro phyto »

De manière globale, les agriculteurs se demandent pourquoi les ministres ont fait une telle annonce sans aucune concertation préalable avec le secteur. Dès le départ, la communication était très floue puisque nous ne savions pas si on nous parlait d'une Wallonie « zéro phyto de synthèse », « zéro phyto », « zéro résidu de phyto », « zéro phyto dans un délai à définir », « 100% bio »... Aujourd'hui, malgré certains éclaircissements sur les molécules visées, le contenu du projet reste toujours très vague et ne semble clairement pas abouti. Cela nous semble être une erreur de communication désastreuse. Au fil des 8 conférences, la communication vers les agriculteurs a clairement évolué et le travail déjà réalisé par ceux-ci a été reconnu. Cependant, vis-à-vis du consommateur, aucune communication en ce sens n'a été réalisée à ce jour.

En effet, la communication de départ a un effet catastrophique sur l'image de l'agriculture vis-à-vis du consommateur puisqu'elle renforce l'idée, pourtant erronée, que les produits agricoles actuellement mis sur le marché ne sont pas de bonne qualité ou présentent potentiellement un risque pour leur santé.

Le projet donne aussi l'impression que l'utilisation des PPP est un choix délibéré des agriculteurs, que ces derniers sont les seuls concernés et les seuls responsables de la problématique et que ceux-ci sont des victimes, voire des marionnettes, de l'agrobusiness. Le projet sous-entend aussi que des alternatives faciles à mettre en œuvre sont disponibles, et que cela n'aurait aucune conséquence sur notre alimentation et notre modèle de consommation actuel. L'idée véhiculée est qu'il serait très facile et sans conséquence de décider la suppression de l'utilisation des phytos : il suffirait de convaincre les agriculteurs ! Ce message est pourtant complètement en décalage avec la réalité où il faut tenir compte des attentes des consommateurs et des industries en termes de prix et de qualité des produits agricoles !

Les agriculteurs attendent que les politiques mettent en avant les efforts qu'ils ont déjà entrepris et les améliorations de ces dernières années plutôt que de toujours demander des efforts supplémentaires. Le secteur de la transformation a clairement rejoint l'avis du secteur agricole et s'inquiète du message véhiculé par nos représentants politiques.



La question de la crédibilité du travail des scientifiques a également été abordée, ceux-ci étant intimement liés au processus d'autorisation des produits phyto.

- « Image du projet « zéro phyto » tel qu'il est lancé aujourd'hui. On a l'impression que les politiques sont sur une communication qui surfe sur une vague, un sentiment de la population, un effet d'annonce. N'est-ce pas une technique électorale plutôt qu'un projet réellement réfléchi ? »
- « Quid de la défense de notre agriculture par les politiques ? Pour le moment, la volonté d'avoir une Wallonie « 100% bio » a été réfutée au sein du parlement mais il n'y a aucune communication vers le consommateur. »
- « Est-ce qu'on peut compter sur les politiques pour valoriser ce qui se fait déjà par les agriculteurs et les améliorations déjà réalisées au cours des dernières années ? Il est essentiel que les politiques communiquent, auprès des consommateurs, sur ce que peuvent faire les agriculteurs, au vu des moyens actuels existants. »
- « Pourquoi veut-on imposer quelque chose aux agriculteurs alors qu'on laisse le choix aux consommateurs de ce qu'il veut consommer ? »
- « Est-ce que la formulation désastreuse utilisée dans la communication autour du projet « zéro phyto » ne nuit pas à l'image du travail des scientifiques ? »



LA FWA PROPOSE :

- De sortir d'une communication basée sur un « zéro phyto » ;
- Une réflexion, avec le secteur agricole, sur une communication positive autour d'un projet phyto qui s'inscrirait dans une continuité des efforts déjà réalisés par le secteur plutôt que sur une image de rupture (pour le contenu du projet, voir le point 5.2) ;
- La mise en place d'une campagne de communication vis-à-vis du grand public revalorisant l'image de marque de la profession ;
- Une cohérence des messages entre membres du gouvernement wallon.

Pour réaliser l'ensemble de cette communication, plusieurs outils pourraient être mis en place, par exemple :

- Un communiqué de presse « correctif » des ministres sur le projet « zéro phyto » ;
- Création d'une cellule d'information phyto, à l'instar de la cellule d'information viande ou lait, pour proposer au public une information fiable et de qualité sur les usages des phytos par les agriculteurs wallons. Cette cellule pourrait travailler en collaboration avec le Comité Régional Phyto et Protect'eau ;
- Sur base de ces informations, prévoir une large campagne de communication vers le grand public pour mettre en avant l'usage réfléchi des PPP fait par nos agriculteurs wallons. On pourrait, par exemple, demander à l'APAQ-w de réaliser des affichages à placer en bord de route et bord de champ. Ce type de campagne devrait être soutenu par notre ministre de l'agriculture.



5.2 Qu'est-ce que le projet « zéro phyto » ?

Pour les agriculteurs, le contenu du projet « zéro phyto » reste encore très flou. Il semble maintenant plus clair que nous parlons de l'utilisation de PPP de synthèse mais l'objectif final n'est toujours pas clairement défini : souhaite-t-on garantir que nos produits de consommation ne contiennent pas de résidus de PPP ou que l'agriculteur n'a pas utilisé de PPP lors de la production ? Bien que le produit final puisse être similaire pour le consommateur, les techniques culturales seraient par contre complètement différentes et, dans le 2ème cas, souvent impossibles à mettre en pratique tout en obtenant un rendement satisfaisant. Par contre, bon nombre de produits déjà mis sur le marché sont déjà « zéro résidu » (par exemple, dans les légumes de transformation « Mimosa » ou dans les pommes et poires « Fruits d'ici »). L'envergure de l'application du « zéro phyto » n'est pas clair selon nous : est-on sur un projet axé uniquement sur la production de produits agricoles ou également sur le stockage et la transformation ? Quant est-il de l'approvisionnement en produits agricoles ? Seront-ils également « zéro phyto » ?

- *« Est-on dans un objectif « zéro phyto » ou « zéro résidu » ? »*

Se pose également la question de la qualité des aliments : est-ce qu'une denrée produite sans phytopharmacie de synthèse est de facto de meilleure qualité ? C'est ce que la communication sur le projet « zéro phyto » laisse sous-entendre, alors que les scientifiques, au contraire, nous ont démontré à plusieurs reprises le rôle essentiel des PPP pour garantir des produits de qualité et sans risque pour la santé humaine (par exemple, pour protéger les cultures contre les mycotoxines). N'oublions pas également que les PPP, avant d'être mis sur le marché, subissent toute une série de tests qui garantissent que les résidus qui pourraient se retrouver dans nos aliments sont à des doses infinitésimales où il n'y a pas de risques pour la santé humaine.

- *« Sur quels éléments se base le postulat que la qualité des aliments doit être améliorée ? Est-ce que les effets de la phytopharmacie ne sont pas mal-estimés ? »*
- *« Est-ce que le projet a pour objectif de mettre en avant ce qui se fait déjà en matière de bonnes pratiques d'utilisation des PPP ou souhaite-t-on demander plus aux producteurs ? »*

En parallèle à l'aspect santé et environnemental, on peut également se demander quel serait l'impact social d'un tel projet. Est-ce que le bien-être des exploitants et des employés agricoles ainsi que le respect des normes sociales ont été pris en compte ? Si l'on prend exemple de la culture de carottes, n'est-il pas plus durable de consommer des produits venant d'une exploitation familiale avec utilisation raisonnée de PPP plutôt que d'une exploitation qui utilise pour le désherbage de la main d'œuvre travaillant dans des conditions humainement difficiles.

Vu l'envergure d'un tel projet, on peut également se demander si une analyse complète des différents impacts de telles mesures a été réalisée.

En effet, si d'un premier abord, la suppression de l'utilisation de PPP de synthèse peut sembler positive pour notre environnement, n'y aura-t-il pas des effets indirects tels que :

- Une augmentation de l'utilisation de PPP curatif de dernier recours, parfois plus nocif pour l'environnement, qu'un traitement préventif correctement dosé ?
- L'abandon de certaines cultures et donc un raccourcissement des rotations pouvant, à terme, favoriser la recrudescence de maladies et d'adventices ?



- Une augmentation de l'importation de matières premières, dont les techniques de production ne sont pas toujours garanties, et donc une augmentation de nos émissions de gaz à effets de serre ?
 - *« Est-il prévu de réaliser une étude des différents impacts que pourrait avoir un tel projet ? La diminution des PPP peut avoir d'autres impacts, par exemple en termes d'émissions de gaz à effets de serre. Est-ce que le projet envisage l'impact global sur l'environnement ? »*

Un des points d'inquiétude majeure pour les agriculteurs est, bien sûr, l'impact économique du projet. Les défenseurs du projet « zéro phyto » partent du postulat que diminuer les intrants augmente automatiquement les revenus et que les produits « zéro phyto » seront vendus plus chers qu'un produit conventionnel car le consommateur acceptera de le payer plus cher. Tout d'abord, une diminution des intrants n'est pas forcément corrélée avec une augmentation des revenus puisque les rendements et la qualité intrinsèque des produits pourraient s'en retrouver fortement touchés. Ensuite, à l'heure actuelle, nous ne disposons pas d'informations suffisantes pour comprendre comment les produits « zéro phyto » pourraient être valorisés auprès du consommateur et pour estimer le montant supplémentaire que les consommateurs seraient prêts à payer.

Il est également essentiel de rappeler que beaucoup de produits passent d'abord entre les mains de transformateurs avant d'arriver chez le consommateur. Or à l'heure actuelle, ce sont les industries qui fixent les prix d'achat de produits agricoles plutôt que les consommateurs. De plus, la modification des produits agricoles (choix de variétés, ...) pourrait modifier les process au niveau des industries. Les nouveaux investissements seraient alors également répercutés dans le prix du produit si tant est que l'industrie accepte de s'adapter à nos nouveaux produits agricoles. Lors de nos réunions, les différentes industries de transformation présentes ont d'ailleurs toutes confirmé qu'il n'était pas possible pour eux, à l'heure actuelle, de réaliser les nouveaux investissements nécessaires pour lancer une filière de commercialisation « zéro phyto » et qu'ils ne percevaient pas la valeur ajoutée d'un produit de ce type pour leur industrie. En effet, dans bon nombre de cas, il leur est déjà difficile de valoriser et d'avoir les quantités suffisantes pour la filière bio.

- *« N'est-il pas simpliste ou réducteur d'estimer que diminuer les intrants va augmenter le revenu des agriculteurs ? De plus, cela sous-entend que les agriculteurs ne savent pas calculer. »*
- *« Comment est-il prévu de mettre en œuvre la rémunération « juste » des producteurs ? Aujourd'hui la distribution achète souvent au prix le plus bas et définit ses prix sur base de sa demande. »*
- *« N'est-il pas utopiste de considérer que les consommateurs vont d'office accepter de payer plus pour nos produits ? »*
- *« Quels sont les arguments qui vont être mis en avant pour convaincre les consommateurs de payer plus chers ? »*
- *« Comment la variable prix va-t-elle être introduite dans le projet ? »*
- *« Ne risque-t-on pas de créer un désert économique dans la Région wallonne en mettant en place des règles plus strictes que pour le reste de l'Europe ? »*

Ensuite, dans l'optique où il serait réaliste de produire ces produits « zéro phyto », il est également essentiel de se demander comment ces produits vont être absorbés sur les marchés. Outre la transformation qui n'est pas intéressée, est-ce que ces produits vont intéresser la distribution ou les agriculteurs seront-ils limités à la vente directe ? Comment réaliser l'écoulement de toutes les cultures qui nécessitent un passage par la transformation avant leur vente ou qui sont d'abord consommés par les



animaux (et dont l'homme ne perçoit donc pas directement la qualité) ? Est-on sur un objectif de produits de qualité différenciée ou d'une offre généralisée de la part de tous les producteurs ?

L'objectif n'est pas clair lorsqu'on écoute nos représentants politiques qui parlent à la fois de toute la Wallonie mais aussi de niches, de produits différenciés...

- « Comment les ministres ont-ils prévu que le marché puisse absorber tous ces produits « zéro phyto » ? Aujourd'hui, la distribution base ces achats sur les demandes des consommateurs et non sur l'offre faite par les producteurs. »
- « Y a-t-il une place pour le zéro phyto aujourd'hui dans le panier du consommateur ? Comment va-t-on le mettre en avant vis-à-vis d'un consommateur qui est déjà perdu au milieu des labels ? »
- « Le projet « zéro phyto » a-t-il un objectif de marché de niche / qualité différenciée ou souhaite-t-on créer un nouveau mode de production généralisé ? »

Finalement, se pose la question de comment ces produits vont pouvoir être promus alors que le consommateur est déjà perdu entre les différents labels et les différents modes de production : bio, lutte intégrée, production intégrée, zéro phyto. Ne risque-t-on pas de créer une concurrence avec le bio, au risque de voir ce secteur perdre sa stabilité, ou de saborder la promotion d'itinéraires cultureux en adéquation avec la philosophie de réduction des PPP, telle que la production intégrée ?

- « Comment gérer le problème des amalgames ? Aujourd'hui déjà, les consommateurs n'arrivent pas à faire la différence entre bio, lutte intégrée, protection intégrée, zéro phyto ... Y a-t-il une communication prévue vers les consommateurs ? Comment ? »



LA FWA PROPOSE :

- La mise en place d'une concertation organisée avec les différents secteurs associés à la production agricole, le secteur agricole devant être représenté par les organisations professionnelles et donc par la FWA, pour définir un projet d'avenir réaliste en ce qui concerne l'usage des phytos. L'accompagnement du projet devra ensuite être réalisé par les secteurs concernés; projet s'intégrant dans les démarches déjà en cours plutôt qu'en rupture des nombreux acquis en terme d'usage durable des phytos; projet devant faire office de valeur ajoutée pour l'ensemble de la profession plutôt que de mettre en confrontation les modèles agricoles les uns par rapport aux autres ; projet basé sur le développement, la mutualisation et la diffusion des expériences réussies au sein des exploitations agricoles plutôt que de contraintes légales supplémentaires ; projet économiquement viable pour les agriculteurs ;
- La mise en place d'une étude des comportements réels des consommateurs (comportement du consommateur analysé au niveau du panier de la ménagère et non des intentions d'achat du citoyen) avant toute prise de décision et tout effet d'annonce ;
- Une analyse du marché potentiel avant toute mise en place de mesures ;
- Une étude complète des impacts indirects d'un tel projet (d'un point de vue environnemental, social et économique) par une équipe scientifique multidisciplinaire et associant centres de recherche, centre-pilotes, amont et aval de la filière.



5.3 Comment le projet « zéro phyto » sera-t-il mis en application ?

Aujourd'hui, il reste encore beaucoup d'inconnues concernant la manière donc nos représentants politiques souhaitent que le projet « zéro phyto » soit mis en application. Nous avons entendu parler de cahiers des charges, de certification, d'accords de branche, de produits de niche ou de qualité différenciée... Les agriculteurs ne comprennent pas l'objectif d'une démarche si radicale, en rupture avec les démarches existantes, et qui risque de mettre à mal l'ensemble du secteur. En opposition, dans nos pays voisins, des approches « système » avec des objectifs globaux, à franchir pas à pas, sont mis en place. Il nous paraît plus approprié de renforcer la démarche de diminution progressive des PPP telle qu'elle est proposée dans nos plans nationaux, fédéraux et régionaux de réduction des pesticides.

Notons également que l'approche « suivi et conseil », qui peut être réalisée par les centres pilotes, notamment par l'entremise des avertissements, n'a pas été abordée par le projet « zéro phyto » alors que ces démarches ont démontré leur efficacité en terme d'usage raisonné des PPP. Les centres pilotes souffrent aujourd'hui de manque de financements, ce qui risque de mettre à mal ces démarches pourtant positives pour notre environnement.

- *« Pourquoi ne pas adopter une approche système, telle que réalisé en France, et qui est beaucoup plus réaliste ? Le système en France prévoit un objectif de diminution de 50% des PPP. »*
- *« Comment le projet prévoit-il la mise en place une démarche de diminution des PPP ? Aujourd'hui, les centres pilotes sont sous-financés alors qu'ils offrent aux agriculteurs d'avoir un conseil ou des avertissements qui sont indépendants des industries PPP. »*

Se pose également la question des délais envisagés pour mettre en place une Wallonie « zéro phyto ». Nous avons entendu parler de 2020 ou 2030 mais qu'en est-il finalement ? Il nous semblerait opportun que, si une décision de transition d'un système vers un autre est prise, les périodes pour mettre en œuvre cette transition devraient prendre en compte le temps nécessaire à la recherche d'alternatives crédibles, efficaces et réalistes d'un point de vue économique mais aussi au niveau phytosanitaire. Aujourd'hui, les chercheurs nous ont clairement indiqué qu'ils n'ont pas encore en main toutes les connaissances suffisantes pour proposer par exemple des alternatives aux néonicotinoïdes en betteraves, aux fongicides en pommes de terre ou encore au désherbage en carottes. D'un point de vue recherche, les alternatives qui pourraient être mises en place posent aussi questions puisque la sélection de variétés résistantes est souvent ralentie par les détracteurs des nouvelles techniques génétiques. L'amélioration variétale, qu'elle fasse appel ou non aux nouvelles techniques génétiques, est une solution crédible pour permettre une diminution à termes de l'utilisation de PPP. Cette solution ne semble pourtant pas suffisamment écoutée et encouragée par le monde politique.

Soulignons néanmoins que l'amélioration variétale ne permet pas de combiner une résistance à l'ensemble des maladies et que l'usage de PPP resterait nécessaire, mais les quantités pourraient être diminuées.

- *« Quels sont les délais envisagés pour la mise en place du projet ? Est-ce que ces délais sont réalistes pour envisager une transition / une diminution des PPP ? »*
- *« Est-ce que le projet envisage un timing de mise en place qui est adapté au temps nécessaire pour les chercheurs à proposer des alternatives crédibles et efficaces ? Les chercheurs n'ont aujourd'hui pas assez de temps et le plan triennal de recherche est trop bridé pour laisser cours à la recherche et à la découverte. »*
- *« Est-ce que les variétés résistantes peuvent être une piste pour ne plus utiliser de PPP ? »*



Les agriculteurs s'interrogent aussi sérieusement sur leurs opportunités de commercialisation des produits « zéro phyto » vers la transformation. Comme l'industrie nous l'a expliqué, chaque produit issu d'un mode de production bien défini (« bio », « conventionnel », ou dans ce cas-ci « zéro phyto ») doit être conservé et transformé de manière totalement indépendante pour garantir leur traçabilité et leur qualité différenciée. Cela implique donc des locaux de conservation indépendants, des chaînes de process séparées, et donc bon nombre d'investissements qu'il n'est pas sûr que les industries soient prêtes à réaliser. Au contraire, au vu des rencontres faites lors de nos réunions, l'industrie semblait plutôt encline à ne pas modifier ses pratiques, au vu des récents investissements réalisés, mais à rechercher de nouvelles sources d'approvisionnement qui correspondent à leurs attentes. La question de la valorisation de produits « zéro phyto » pour l'exportation a également été abordée puisque bon nombre de nos produits agricoles passant par la transformation sont exportés.

- « Y a-t-il une place pour la transformation de produits « zéro phyto » dans l'industrie ? »

Finalement, il serait également opportun de se poser des questions sur la manière dont un tel projet pourrait s'intégrer au sein de la politique européenne actuelle. Pour qu'un projet de type « zéro phyto » puisse voir le jour, ne faudrait-il pas faire du protectionnisme pour commercialiser nos produits ? Or, c'est tout à fait en opposition avec les politiques de libre-échange actuelles.



La FWA souhaite rappeler qu'il lui semble essentiel de ne pas faire d'effets d'annonce sur des timings de transition mais plutôt de lancer des concertations avec le secteur (et donc la FWA), l'amont et l'aval, la recherche et les centres-pilotes pour réfléchir aux opportunités de transition et aux timings réalistes pour mettre en place des alternatives.

En particulier, aujourd'hui, nous souhaiterions plutôt proposer de :

- Mettre les moyens dans la recherche et, au niveau des structures d'encadrement, dans les centres pilotes qui peuvent donner des conseils de terrain et faire des avertissements ;
- Faire la promotion des initiatives existantes qui permettent une réduction des PPP.



5.4 Communication générale autour des phytos

Au-delà des questions sur le projet « zéro phyto » en Wallonie, les agriculteurs se sont également posés de nombreuses questions sur les PPP de manière plus générale et sur la communication qui est faite aujourd'hui à leur sujet.

Le principal sujet de préoccupation des agriculteurs est, sans nul doute, comment améliorer la communication concernant l'usage des PPP auprès du consommateur : comment lui expliquer que, même s'il existe un risque, celui-ci est pris en compte lors des processus d'agrément ? Comment mettre en avant que le risque encouru par un utilisateur de PPP est différent de celui d'un voisin ou d'un passant et que, donc, les mesures de protection à mettre en œuvre sont différentes ? Comment mettre en avant les risques de certaines maladies si des PPP ne sont pas utilisés pendant la culture ? Comment mettre en avant les nombreuses avancées déjà réalisées en termes d'utilisation des PPP au cours de ces dernières années ?

- *« Ne faudrait-il pas entamer une réflexion sur la communication qui doit être faite autour des phytos et du choix des termes à utiliser ? Aujourd'hui, on parle de « probablement toxique », ce qui fait penser aux citoyens qu'une substance est d'office risquée. Or c'est le cas pour de nombreuses autres choses (exemple : se déplacer en voiture). »*
- *« On devrait plus communiquer sur la différence entre le danger et le risque. Il existe une réelle confusion de la part de tous. Or ce sont deux mots, qui en termes de problématique PPP, ne signifie pas du tout la même chose. »*
- *« Comment communiquer vers les citoyens pour qu'il n'y ait pas de mauvaises interprétations de leur part ? Par exemple, aujourd'hui, si on suit toutes les mesures de protection (en termes de gants, masque, combinaison), on renforce la peur du citoyen. »*
- *« Comment peut-on faire comprendre aux consommateurs qu'il faut accepter les défauts sur les fruits et légumes si on veut atteindre une diminution des PPP. C'est pourtant essentiel pour tous les produits non transformés. »*
- *« Comment mieux mettre en avant la lutte raisonnée auprès du consommateur ? »*
- *« Comment convaincre et expliquer aux consommateurs qu'il existe différents modes de production et qu'il ne faut pas nécessairement les opposer ? »*

Des questions sur les moyens de communication au sujet des PPP ont également été posées. Comment se fait-il aujourd'hui qu'on entende peu parler des prises de position des scientifiques ou des résultats d'analyses menées par nos administrations ?

Ces messages permettraient pourtant d'apporter de l'objectivité dans les débats médiatiques.

- *« Pourquoi l'administration ne réalise-t-elle pas de communication objective vers les citoyens de ses études de suivi, par exemple, au niveau des résultats des eaux souterraines ? »*
- *« Pourquoi n'entend-on pas plus de communication et prise de position des scientifiques ? »*
- *Des questions plus techniques, notamment sur l'usage des traitements préventifs, ont également été abordées.*



- « Est-ce qu'il est techniquement possible, d'un point de vue scientifique et agronomique, de faire des suivis de faune qui permettraient de décider si un traitement préventif est nécessaire, et ainsi, supprimer certains traitements préventifs qui sont aujourd'hui indispensables ? »



LA FWA PROPOSE :

- Comme nous l'avons précédemment indiqué, des moyens devraient être mis en œuvre pour renforcer la communication sur les initiatives existantes, la promotion des bonnes pratiques agricoles, l'utilité de l'usage des PPP ...
- Il serait également intéressant d'organiser la communication des résultats des études menées par nos administrations ;
- Une réflexion sur les opportunités de diffuser une information positive sur base d'exemples concrets, tels que des « ambassadeurs de bonnes pratiques », pourrait aussi être envisagée.

